L'Amérique latine au cœur des tensions mondiales

Christophe Ventura

Selon l'Organisation météorologique mondiale (OMM), l'Amérique latine fait désormais face à des dérèglements climatiques d'une ampleur inédite. L'augmentation de la température moyenne de 0,9 °C en 2024 par rapport à la période 1991-2020 favorise la multiplication d'événements extrêmes[1]. Les canicules, les vagues de froid, les anomalies pluviométriques – sécheresses, inondations, crues –, les cyclones, la hausse du niveau des océans ou la fonte des glaciers – comme celle du dernier existant au Venezuela, le pic Humboldt[2] – s'accélèrent, s'intensifient et affectent tous les pays de la région sans exception, de la Caraïbe au cône Sud : crues et inondations massives au Brésil dans l'État du Rio Grande do Sul (plus de 540 000 personnes déplacées en 2024) ; records de chaleur en Argentine, au Brésil (centre et sud) et à Cuba ou de froid au Chili ; sécheresses historiques au Brésil (Amazonie), en Équateur (ayant causé des pannes énergétiques massives pour la population), en Colombie, au Mexique (conjuguées à des vagues de chaleur inconnues), au Panama (affectant le fonctionnement du canal interocéanique), dans la Caraïbe (Trinité-et-Tobago, Grenade, Barbade, etc.). Les catastrophes

1. OMM, « Estado del clima en América Latina y el Caribe 2024 », *OMM*, n° 1367 (2025).
2. Avec la Slovénie, le Venezuela est ainsi le deuxième pays dans le monde à avoir perdu la totalité de ses glaciers.

climatiques se multiplient et combinent leurs effets désastreux : pertes humaines, destruction de la biodiversité – notamment due aux incendies –, des habitats, détérioration des systèmes hydriques et énergétiques, des écosystèmes et des rendements agricoles, dégâts économiques et coûts financiers colossaux pour les États, augmentation de la pauvreté – qui touche 26,8 % de la population en 2024[1] –, de l'insécurité alimentaire – qui concerne près de la moitié de la population régionale –, des flux migratoires, etc.

Une tornade nommée Donald Trump

Ces phénomènes climatiques constituent désormais une composante toujours plus structurante et significative des crises économiques et sociales qui fragilisent l'Amérique latine depuis les années 2010. Les économies de la région sont soumises à tous les aléas internationaux : variation de la demande mondiale de matières premières et du commerce international dont elles dépendent, inflation (énergie, alimentation) favorisée par les conflits en Ukraine et au Proche-Orient ainsi que par la guerre commerciale lancée par l'administration Trump, politiques monétaires des États-Unis – et secondairement de la Banque centrale européenne – qui agissent sur le flux des investissements internationaux et le coût du service de la dette, etc. Leurs performances restent les plus faibles des « pays émergents » après celles de l'Asie, de l'Afrique et du Proche-Orient. Selon le FMI, la croissance des pays du sous-continent se situera à 2 % en 2025 et 2,4 % en 2026 en moyenne, sous la barre des 3,7 % (2025) et 3,9 % (2026) prévue pour l'ensemble des économies émergentes dans le monde, et ce, dans un contexte où la croissance mondiale atteindra, sous son niveau de 2024, 2,8 % en 2025 et 3 % en 2026[2].

Les pays caribéens, centre-américains et le Mexique, plus intégrés aux chaînes de production et de valeur des États-Unis – agriculture, assemblage industriel, tourisme, services –, seront les plus exposés au tassement de leur croissance économique. En effet, ces pays, comme l'ensemble de ceux de la région, sont directement affectés par la nouvelle politique des États-Unis. La guerre commerciale mondiale lancée en 2025 par Donald Trump et son administration assombrit les perspectives déjà fragiles des économies

1. Dans ce contexte, la pauvreté extrême touche 10,4 % de la population régionale. Cepalc, *América Latina y el Caribe y la Agenda 2030 a cinco años de la meta. ¿Cómo gestionar las transformaciones para acelerar el progreso?* (Santiago : Nations unies, avril 2025).
2. FMI, *Perspectives de l'économie mondiale* (Washington, D.C. : avril 2025).

latino-américaines. Bien qu'oscillatoire et évolutive, l'augmentation des droits de douane imposée par Washington aux importations latino-américaines se traduit, de manière différenciée, par une baisse de la croissance escomptée dans tous les pays : environ un demi-point en 2025 pour la moyenne régionale et près d'un point pour la zone Mexique-Amérique centrale selon la Cepalc. La plupart des États latino-américains sont frappés d'une augmentation de 10 % en moyenne des taxes douanières sur leurs produits en 2025 – 38 % pour le Guyana (pétrole), 18 % pour le Nicaragua, 15 % pour le Venezuela. Le Mexique, avec plus de 500 milliards de dollars de produits importés par les États-Unis, se voit imposer des droits de douane de 25 % sur plus de 50 % de ses exportations vers le marché américain. Sont concernées celles réalisées en dehors de l'accord commercial Canada – États-Unis – Mexique (ACEUM), ainsi que l'acier, l'aluminium et les automobiles. En 2025, le FMI prévoit une récession économique pour la deuxième économie latino-américaine (– 0,3 %) avant une reprise annoncée en 2026 (1,4 %), sous le niveau de 2024 (1,5 %).

Au-delà de ses effets directs et immédiats, la politique de la nouvelle administration Trump aggrave les incertitudes économiques internationales, qui pèsent en retour sur les pays latino-américains : instabilité financière généralisée, réduction du commerce international et de la croissance mondiale, remise en question du libre-échange et des chaînes de production et de valeur de la mondialisation, etc. Les orientations de la Maison-Blanche pourraient compromettre l'insertion du Mexique dans l'aire économique nord-américaine et la stratégie de *nearshoring* du gouvernement de Mexico visant à remplacer progressivement la Chine comme zone de relocalisation fiable pour les productions des industries américaines. La révision de l'ACEUM prévue entre les parties avant le 1er juillet 2026 éclairera l'avenir de la relation commerciale entre Washington et Mexico. Il sera en effet décidé à cette échéance si l'accord est prolongé pour seize nouvelles années, jusqu'en 2042, au-delà de son terme actuel prévu en 2036. Si la décision est négative, l'accord serait alors systématiquement révisé chaque année jusqu'à ce qu'il prenne fin.

Par ailleurs, le ralentissement de la croissance chinoise – 4 % prévu par le FMI pour 2025 et 2026 –, en partie lié à la guerre commerciale américaine, est une mauvaise nouvelle supplémentaire pour les pays latino-américains, en premier lieu sud-américains, pour qui la Chine constitue le premier marché d'exportation. S'ils se sont significativement réduits depuis la pandémie de Covid-19, les investissements chinois en Amérique latine – plus

de 187 milliards de dollars entre 2003 et 2022 – restent conséquents. Ils ont atteint 14 milliards de dollars entre 2020 et 2022[1]. Lors du IVe Forum régional Chine/Celac tenu à Pékin le 13 mai 2025, le président Xi Jinping a annoncé de futurs investissements au Brésil à hauteur de 5 milliards de dollars et l'ouverture d'une ligne de crédits de 9 milliards de dollars pour les pays de la région. Désormais, les investissements chinois se dirigent vers de nouveaux secteurs comme les énergies renouvelables, la voiture électrique et les technologies – numérisation de l'économie, semi-conducteurs, intelligence artificielle.

Nouvelles exigences de Washington

Au-delà de sa dimension économique, la politique américaine pour la région se précise et pèse directement sur les États locaux. Si les questions migratoires et de lutte contre le crime organisé lié au narcotrafic – traitées sous la forme d'un « agenda négatif » – constituent les priorités de la Maison-Blanche, leur champ d'application se concentre prioritairement dans un arc formé par les pays d'Amérique centrale, le Mexique et les pays caribéens. Depuis 2025, la nouvelle administration états-unienne a ainsi renforcé ses effectifs de contrôle, avec 10 000 personnels à la frontière avec le Mexique. Bien que contestée par plusieurs juridictions fédérales, elle a décidé la révocation du statut légal (*Temporary Protected Status*, TPS) de plus de 180 000 résidents cubains, haïtiens, nicaraguayens et 350 000 vénézuéliens, qui leur permettait de séjourner aux États-Unis pour dix-huit mois renouvelables en raison de la situation des droits humains dans leurs pays. Avec un objectif de 1 million de « déportés » par an, la nouvelle administration a multiplié les accords bilatéraux de type « pays tiers sûr » pour organiser des expulsions de migrants vers le Salvador dirigé par Nayib Bukele – essentiellement des personnes de nationalité vénézuélienne et des membres du gang local Mara Salvatrucha (MS-13) –, le Guatemala, le Honduras, le Costa Rica, le Panama – accueil de migrants africains et asiatiques pour ces deux derniers pays – et le Mexique. Chez son premier voisin, elle a désigné « organisations terroristes étrangères » plusieurs cartels de la drogue – Sinaloa, Jalisco nouvelle génération –, ouvrant théoriquement la possibilité à des interventions militaires américaines sur le territoire.

1. Margaret Myers, Ángel Melguizo et Yifang Wang, « "New Infrastructure": Emerging Trends in Chinese Foreign Direct Investment in Latin America and the Caribbean », *China-LAC Report*, The Dialogue (janvier 2024).

Le cartel vénézuélien Tren de Aragua est aussi concerné, tout comme le MS-13 salvadorien là encore.

Les autorités américaines ont également suspendu les programmes de coopération – projets humanitaires, aide aux migrants, au développement, à l'éducation, etc. – financés par l'Agence américaine de développement (USAID) dans la région. Le démantèlement de cet organisme signifie la perte de financements à hauteur de plusieurs centaines de millions de dollars par an dans plusieurs pays, tels que la Colombie, Haïti, le Venezuela, le Guatemala, le Honduras, El Salvador et le Pérou.

Entre Pékin et Washington

Plus que jamais, les pays latino-américains sont directement concernés par la montée des tensions entre la Chine et les États-Unis. Au-delà de ses politiques de répression commerciale et migratoire, Washington affiche d'autres objectifs dans la région : reprendre son *leadership* sur Pékin, prioritairement dans l'arc Caraïbe-Amérique centrale-Mexique, perçu comme sa première zone d'influence et où nombre de dossiers – Cuba, Haïti, commerce, énergie, migrations, crime organisé – sont considérés comme des questions de politique intérieure. La Chine est en ligne de mire : l'administration Trump multiplie les pressions sur le Mexique pour que le pays cesse ses importations de Chine, et fait ouvertement montre de sa volonté de prendre le contrôle du canal de Panama – cédé en 1999 en vertu du traité Carter-Torrijos de 1977 – pour contrer les intérêts chinois et a obtenu du gouvernement panaméen l'autorisation de déployer des troupes militaires autour des installations – accord bilatéral signé le 10 avril 2025 pour une durée de trois ans renouvelables. Le secrétaire à la Défense, Pete Hegseth, plaide en faveur de la réouverture d'une base militaire américaine permanente dans ce pays, une perspective rejetée par le président panaméen de droite, José Raúl Mulino.

En Amérique du Sud, les États-Unis souhaitent contenir l'influence grandissante de leur « rival systémique ». En Équateur ou au Pérou, ils s'appuient sur le maillage de leurs accords commerciaux et de coopération en matière de sécurité et de défense – lutte contre le narcotrafic et la pêche illégale, cyberdéfense, formation et équipement des corps policiers et militaires, etc. – pour reprendre position et inviter les autorités locales à prendre leurs distances avec Pékin. Le président équatorien

Daniel Noboa souhaite, au nom de la lutte contre le narcotrafic, faire de son pays le principal allié stratégique et sécuritaire de Washington dans la région. Quant aux autorités de Lima, elles doivent gérer leurs relations étroites avec les États-Unis et celles en développement avec la Chine, premier partenaire commercial de ce pays minier. Pékin finance au Pérou le développement du mégaport de Chancay, sa principale porte d'entrée en Amérique du Sud pour les « nouvelles routes de la soie » (BRI). La plupart des pays sud-américains, exceptés le Brésil, la Colombie et le Paraguay, font partie des vingt-et-un membres de ce vaste programme d'infrastructures mondiales financé par les prêts et les investissements chinois. En Argentine, où Donald Trump peut compter sur son allié Javier Milei, Washington envisage la création d'une base militaire argentino-américaine à Ushuaia, dans la Terre de Feu, permettant d'opérer dans les zones stratégiques de l'Antarctique et du détroit de Magellan, point de passage commercial mondial.

Divisée et polarisée sur le plan politique, la région latino-américaine affronte la radicalisation des relations entre les deux principales puissances mondiales – qui s'exerce, entre autres, sur son territoire – en ordre dispersé, sans stratégie commune. Dans ce contexte, des élections nationales se dérouleront en 2026 dans plusieurs pays-clés de la géopolitique régionale : Costa Rica (février), Colombie (mars), Pérou (avril) et Brésil (octobre). Leurs résultats préciseront la trajectoire latino-américaine face à l'escalade du conflit stratégique sino-américain.